



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !

C'est donc mardi que Borne a mis les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. L'âge légal de la retraite serait repoussé « seulement » à 64 ans. Et l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans arriverait en 2027, soit bien avant 2035 (ce qui était déjà prévu par la loi Touraine pour les générations nées après 1973). Le suspens est éventé, reste une seule question : le gouvernement aura-t-il recours au 49-3 ?

Quelque soit la méthode, c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

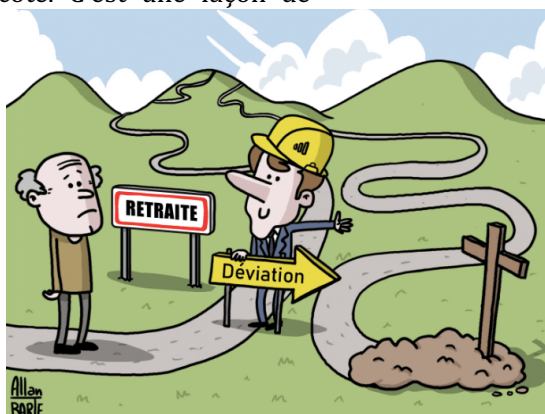
L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser.

D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale ! Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales.

Participons à toutes les initiatives qui auront lieu, notamment la grève du 19 janvier appelée par différents syndicats et la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse.

Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !



Annonces de Macron sur l'hôpital : halte au massacre !

Macron a osé nous faire des « vœux » à l'hôpital de Corbeil vendredi dernier. Il est tellement le bienvenu à l'hôpital en ce moment, que pour faire son cirque, il a du commencer par faire virer par la police le comité d'accueil de collègues en colère qui l'attendaient.

Un seul mantra : « c'est pas une question de moyens » !

Macron a continué de marteler que « c'est pas une question d'argent, mais d'organisation ». Si on avait une embauche à chaque fois qu'il la sortait celle-là, on éradiquerait le sous-effectif ! Évidemment que c'est d'abord une question d'argent : qu'ils embauchent des centaines de milliers de personnel, qu'ils augmentent les salaires, qu'ils titularisent nos collègues contractuels, et après on discutera organisation !

Non, 50 milliards d'euros en 3 ans, en pleine épidémie, c'est pas un « investissement massif » !

Le budget de l'armée, c'est ça tous les ans ! L'évasion fiscale, c'est ça aussi tous les ans ! Et les entreprises du CAC 40 viennent de distribuer presque le double à leurs actionnaires en 2022 : 80 milliards d'euros. Et il n'y aurait pas les moyens d'augmenter nos salaires ?

Même Macron reconnaît que ça n'est qu'un rattrapage, puisque nos salaires étaient gelés pendant 10 ans... mais un rattrapage plus qu'insuffisant !

Paroles, paroles...

Macron était tout content de dire qu'ils avaient « commencé à augmenter les places ouvertes pour les infirmiers ». Bel aveu qu'ils n'ont rien fait jusque là ! EN pleine pandémie, ils n'avaient augmenté les capacités des IFSI que de 3% ! Et la formation professionnelle ? Souvent, seulement 50 % de ceux qui réussissent le concours qui peuvent partir ! Et les titularisations au lieu de poireauter des années en stage ou en CDD ?

Attention attaques à venir

Macron a annoncé vouloir s'en prendre aux 35h parce que l'hôpital marche sur les heures supplémentaires... Sans rire ! C'est pour ça qu'il faut embaucher ! Pas nous faire travailler encore plus !

Les annonces de Macron passent, et des équipes entières sont en arrêt pour épuisement

Après les collègues de Thionville et celle de Sarreguemines dans l'Est, c'est au tour de l'équipe de Pontoise : 90 % de l'effectif soignant est en arrêt maladie depuis lundi. Elle réclame des effectifs en plus, de jour comme de nuit. Les urgences de Thionville ont fini par se mettre en grève, la direction n'ayant réagi qu'avec une tente de fortune installée à 30 km et une poignée de contractuels !

À la Pitié, des cadavres dans les placards

Ces derniers temps, les collègues des Urgences se sont retrouvés à devoir gérer plusieurs décès faute de place dans les autres services. Mais comme tout le monde était débordé, y compris les collègues de la chambre mortuaire, les cadavres se sont accumulés... au point de devoir être stockés dans un box sur un brancard en attendant que quelqu'un vienne les chercher. France, 6^{ème} puissance économique mondiale...

Grève en Réa néonatale à Saint-Denis...

C'est la grève illimitée depuis le 29 décembre. En 4 ans, le personnel paramédical est passé de 60 à 39 ! Surcharge de travail, épuisement, mise en danger des nouveau-nés, report de soins... et la peur de conséquences mortelles. Elles gèrent 3 à 4 bébés chacune, au lieu des 2 fixés par décret. L'objectif maintenant : s'adresser aux autres services pour faire front commun... et qui sait, au-delà !

... et en Réa pédiatrique au CHU de Bordeaux

L'équipe se mobilise depuis 3 semaines pour avoir les moyens de soigner et pour des embauches. Elle dénonce les rappels sur les repos, l'augmentation de l'alternance jour/nuit à hauteur de 50/50 sans compensation, la non-reconnaissance des temps de transmission comme temps de travail... Ce qu'elle ait aller crier sous les fenêtres de la direction aujourd'hui pour se faire entendre !

10 syndicats et collectifs (CIU, CIH,...) appellent à « une mobilisation de grande ampleur au mois de mars »...

Ces organisations réclament l'arrêt des fermetures de services, d'établissements, la réouverture de lits, le recrutement « immédiat de dizaines de milliers de professionnels supplémentaires », ainsi que des « mesures salariales et statutaires »...




Pourquoi mars ?!! C'est dès maintenant qu'il faut construire une mobilisation d'ampleur, d'ailleurs bien des collègues dans bien des hôpitaux sont déjà en grève ! C'est dès maintenant qu'il faut prendre contact et discuter de nos revendications immédiates.

Chlordécone aux Antilles : un non-lieu scandaleux

Deux juges d'instruction viennent de prononcer un non-lieu dans l'affaire du chlordécone. Ce pesticide a été utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, sur dérogation ministérielle, alors que l'Organisation mondiale de la santé l'avait classé cancérigène possible dès 1979. Plus de 90 % de la population de Martinique et de Guadeloupe est contaminée et ces îles présentent un taux d'incidence du cancer de la prostate parmi les plus élevés au monde. L'État colonial français doit reconnaître sa responsabilité, indemniser les victimes et effacer les traces de cette pollution criminelle. Les associations de victimes ont décidé de faire appel.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → convergencesrevolutionnaires.org

   @npaetincelle